Dans l'urgence, en priorité absolue, Wauquiez vient de faire voter par le conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes l'installation de portiques de détection dans tous les lycées de la région, confirmant ainsi qu'en matière éducative, le pouvoir de nuisance d'une certaine droite extrême n'est pas qu'imaginaire.

Dans l'urgence, en priorité absolue, Wauquiez vient de faire voter* par le conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes l'installation de portiques de détection (que certains appellent « de sécurité ») dans tous les lycées de la région. Le contribuable est heureux d'apprendre que cette plaisanterie ne lui coûtera pas moins de 20 millions d'euros, détournés des finances publiques pour des raisons qui ont plus à voir avec les représentations personnelles de cet éminent spécimen de la droite dure qu'avec la réalité du terrain. On peine en effet à retrouver dans la vie quotidienne des lycéens quelque chose qui ressemble de près ou de loin aux fantasmes avancés par Wauquiez pour justifier son initiative : les portiques seraient censés protéger contre le trafic de drogue, les intrusions d'armes à feu ou d'éléments extérieurs, sans oublier, bien sûr, le terrorisme, l'Etat islamique ne manquant point sans doute d'être impressionné et dissuadé d'agir par cette arme absolue – le portique – placée sur sa route.

Mis bout à bout, tous ces arguments s'agencent dans un discours usé, mille fois répété, à destination des électeurs constamment abreuvés par cette description apocalyptique d'une école en proie à l'ensauvagement, lieu de toutes les violences et de tous les périls. Bien sûr, il y a parfois des morts – il y a quelques jours, ces deux lycéens de la région lyonnaise emportés en pratiquant du ski hors-piste ou encore ces trois autres élèves qui se sont suicidé(e)s depuis la rentrée de janvier – mais ces morts ne sont pas politiquement exploitables donc pas rentables aux yeux de Wauquiez et des politiciens de son acabit qui préfèrent s'en tenir à un discours sécuritaire bien rôdé, usé jusqu'à la corde, déconnecté du réel mais tellement efficace lors des élections. En Auvergne-Rhône-Alpes comme ailleurs, les braves gens ne sont pas censés savoir que – comme le montre une récente enquête de la DEPP – « neuf lycéens sur dix déclarent se sentir bien dans leur lycée », que le climat scolaire y est perçu comme « très positif », même si ce sentiment se dégrade en lycée professionnel mais pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la drogue, les armes ou le terrorisme. Interrogés sur les violences qu'ils ont eux-mêmes subies, les lycéens mettent en avant, « le vol de fournitures scolaires, la mise à l'écart, un surnom désagréable, les moqueries, un sentiment d'humiliation », confirmant ainsi les travaux, les enquêtes menés depuis de nombreuses années sur le sujet – notamment celles d'Eric Debarbieux – qui, toutes, en démentant la prétendue menace extérieure dont les lycées feraient l'objet, montrent l'incongruité et l'inutilité des dispositifs de surveillance et des autres solutions simplistes qui ont pourtant la préférence de certains élus, par ignorance du sujet certes mais surtout par dogmatisme et par opportunisme.

Un exemple de ce genre d'aberrations est resté célèbre, celui de Nice, où en 2008, le maire, Estrosi, avait fait l'acquisition d'un portique mobile à destination des collèges et des écoles primaires de la ville… un portique qui, depuis huit ans, reste à rouiller dans un placard de la mairie, aucun établissement n'ayant montré son intérêt pour la chose. Une situation qui risque fort de se retrouver à l'identique en Auvergne-Rhône-Alpes, puisque si l'achat de cet attirail relève bien de la région, son déploiement nécessite l'accord du conseil d'établissement, un détail qui n'entre guère en considération dans l'esprit du président de région pour lequel seul compte, finalement, l'écho médiatique que ne manquera pas de lui rapporter cette initiative.

Quelques semaines après son élection, un politicien de la droite extrême, à la tête d'une des plus grosses régions françaises, tient à marquer son territoire, prouvant ainsi qu'en matière éducative, son pouvoir de nuisance n'est pas mince. Une constatation qu'il faut replacer dans un contexte plus large qui laisse la première place à un discours sécuritaire sans guère de rapport avec la sécurité réelle de la population ou des élèves : pour les politiques, il s'agit d'abord, par des amalgames grossiers (terrorisme, drogue, incivilités etc), en entretenant la peur, de faire accepter une société

de surveillance où les libertés publiques ne sont plus considérées comme inviolables. De façon très significative, l'initiative de Wauquiez est très proche, dans son principe, d'une autre facétie mise en place, cette fois-ci par l'Education nationale : une surréaliste formation des chefs d'établissement – à défaut de formation pédagogique – par le Centre national d'entraînement de la gendarmerie de Saint-Astier (Dordogne), honorée par la visite de l'inséparable duo formé par les ministres de l'EN et de l'Intérieur, Najat Vallaud-Belkacem confirmant ainsi son rôle de meilleur communicant de Valls et tenant à expliquer sans complexe : « face aux menaces, il faut opposer un front uni, animé par un véritable esprit d'équipe et un sens du collectif. » Pour les mois et les années qui viennent, il sera intéressant de savoir jusqu'où les personnels de l'EN sont disposés à aller dans ce front uni, cet esprit d'équipe et ce sens du collectif…

Bernard Girard

**Actualisation (23/01/2016 à 10 h 25) : Merci à Corinne Morel Darleux, conseillère régionale, qui intervient dans le fil de commentaire ci-dessous avec une précision qui en dit long sur Wauquiez et sa conception de la démocratie :*

« Attention, une précision d'importance : pure annonce médiatique à ce stade de Laurent Wauquiez qui en réalité n'a pas été soumise au vote au Conseil régional comme indiqué en début d'article et n'est pas non plus inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session du 28 janvier. On peut donc ajouter le caractère d'omnipotence autoritaire d'un président de Region qui se passe de démocratie élémentaire pour annoncer des mesures qui n'ont fait l'objet d'aucun vote de la Region… »